



Déclaration de la FSU au CSA ministériel de l'Éducation nationale du 27 juin 2024

Le 9 juin les résultats aux élections européennes ont confirmé l'enracinement des idées d'extrême droite partout en Europe et notamment en France où l'extrême droite recueille près de 40 % des voix. À la FSU, nous réaffirmons que l'extrême droite est un danger pour notre démocratie, qu'elle doit être combattue sans relâche et battue dans les urnes. C'est tout l'inverse qu'a fait Emmanuel Macron. La banalisation du rassemblement national qu'il a orchestrée avec la complaisance de certains médias ainsi que sa légitimation des idées racistes et xénophobes par différentes mesures prises comme l'inscription dans la loi immigration du terme préférence nationale ont largement contribué à ces résultats. Les politiques menées ces dernières années ont détruit chaque jour un peu plus les services publics, minant la solidarité et jetant en pâture des boucs émissaires (chômeurs, jeunes, immigrés etc.). Cela a durablement fracturé la société et nourrit une forme de désespoir social, puissant carburant du vote pour le Rassemblement nationale et Reconquête. Les idées d'extrême droite véhiculent des principes d'exclusion, de violence, de discriminations. L'extrême droite est et reste l'ennemi du monde du travail et des femmes.

La dissolution de l'Assemblée par le président de la République est une décision irresponsable et dangereuse, un pari qui pourrait coûter très cher à la démocratie dans notre pays. Attachée à des valeurs comme l'égalité, la tolérance, la FSU s'inquiète de ce qui pourrait se passer pour les services publics et plus particulièrement pour l'Éducation nationale, pour nos élèves, nos collègues, pour notre société, les femmes et les minorités à l'issue des élections si le Rassemblement national arrivait au pouvoir. La traque organisée par le collectif Parents Vigilants de professeur·es coupables à leurs yeux de... simplement faire leur métier en organisant des projets pédagogiques autour du thème de l'exil et des migrations, de faire une séance d'éducation à la vie sexuelle et affective ou de faire un cours d'histoire sur l'Islam est insupportable. Elle confirme que l'extrême droite ne tolère pas l'idée d'une école publique, laïque et émancipatrice, celle qui fait grandir les élèves et éveille les consciences, celle où la liberté pédagogique est au service de l'émancipation. Menaces sur les personnels, Ecole du tri scolaire et social dès l'âge de 10 ans qui tourne le dos à 50 ans de démocratisation scolaire, fin de l'élévation du niveau de qualification, l'exaltation de l'autorité, de la sanction plutôt que l'éducation, ce n'est pas l'École que nous voulons. Dans le contexte actuel, il

est irresponsable de la part du président de la République et de plusieurs membres du gouvernement de brouiller le paysage en mettant sur le même plan l'extrême droite ou la gauche, ou encore d'instrumentaliser la lutte contre l'antisémitisme. Ce dernier est un poison pour notre démocratie, il doit être combattu sans relâche loin des querelles politiciennes.

La période que nous sommes en train de vivre restera dans l'histoire. Cet entre 2, dissolution et élections, dicté par le Président interroge de fait toutes les réunions dans lesquelles des décisions sont censées être prises. Avec la dissolution actée par Emmanuel Macron impossible de savoir sous quelle aune commencera la rentrée 2024 mais la FSU continuera de porter ses valeurs et ses revendications pour les services publics, la Fonction Publique, l'école, ses élèves et ses personnels. La FSU continuera d'affirmer que « nous ne trierons pas les élèves » et que toutes les mesures relatives au « choc des savoirs » ou encore la réforme des lycées professionnels dénaturent nos métiers et visent à déqualifier les personnels et réduire leur liberté pédagogique. Elles doivent être abandonnées. La FSU continuera d'affirmer que les élèves ont besoin de plus d'école.

À la rentrée, encore une fois, il n'y aura pas un professeur devant chaque classe. Et cela se poursuivra sans doute le reste de l'année. Le choc d'attractivité n'a pas eu lieu et ce n'est pas la fragile réforme de la formation qui va améliorer les choses. Il faut investir et donner des moyens à l'école publique de parvenir à la réussite de toutes et tous.

Vous avez choisi par ailleurs, de maintenir les textes concernant la formation initiale lors de ce CSA MEN. Nous réaffirmons qu'à travers cette réforme de la formation initiale vous avez nié le dialogue social et vous continuez. Vous faites passer un texte qui n'a pu faire l'objet d'aucune négociation puisque lors du GT relatif à ce texte à la question existe-t-il des marges de manœuvre il a été répondu non. Cette réforme structurante comme l'affirme madame la ministre va de fait détruire une partie de la formation initiale des enseignants. Elle crée de nouvelles conditions d'accès aux concours discriminantes, voire excluantes, et relève d'un mépris pour les actuels et futurs professeurs des écoles à travers les épreuves d'admissibilité comme à travers la formation LPPE. Pour les professeurs du second degré, la préparation au concours en 3ème année de licence va fortement impacter les contenus, le volume de formation de la licence et les modules complémentaires de préparation ne suffiront pas à donner aux futurs enseignants les bases d'un métier exigeant.

Le texte que vous allez présenter ce jour relève d'un dédain inégalé pour des lauréats d'un concours de fonctionnaires de catégorie A et interroge de nombreux

aspects juridiques : année de fonctionnaire stagiaire dans un délais de 1 an qui suit la réussite aux concours et pas nécessairement accessible à toutes les lauréat-es, affectation sur un mouvement national alors que les lauréat-es ne sont pas fonctionnaires stagiaires, gratification en lieu et place d'une rémunération après l'obtention d'un concours de la fonction publique de l'État. Rien ne va ! Les organisations syndicales n'ont à ce jour aucun document officiel retraçant l'ensemble de la réforme, ni aucun document officiel actant des éléments de réponse aux différentes questions posées lors des groupes de travail. Aucun bilan avec prise en compte des différentes causes réellement partagées, aucune étude d'impact sur les conséquences d'une telle réforme n'ont été réalisés, la FSU réaffirme ici que vous foncez droit dans le mur en continuant à appuyer sur l'accélérateur et que tant que les questions de rémunération et d'amélioration des conditions de travail ne seront pas sérieusement envisagées toutes les mesures prises ne suffiront pas à renforcer l'attractivité de nos métiers. Ces questions concernent l'ensemble des agent-es qui font l'école et qui agissent dans l'intérêt général.

Notre démocratie, l'École, sont à un point de bascule. L'extrême droite sait prendre le pouvoir mais ne le rend jamais démocratiquement. Elle porte un projet de haine, de repli sur soi, de discriminations dont notre société aurait bien du mal à se remettre. Dans ce moment grave et historique, la FSU prend ses responsabilités. Elle appelle à battre l'extrême droite, et en toute indépendance, sans blanc-seing, soutient le programme du Nouveau Front populaire et les candidatures qui le portent au 1^{er} tour des élections législatives. Et quelle que soit la situation politique du pays le 8 juillet au matin, la FSU poursuivra ses mobilisations pour faire avancer ses exigences propres pour l'École, les services publics et la Fonction publique.